

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAH Seltz

35 ROUTE DE STRASBOURG
67270 Hochfelden

Code AIOT : 0006700485

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement CAH Seltz implanté Port du Rhin 67470 Seltz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAH Seltz
- Port du Rhin 67470 Seltz
- Code AIOT : 0006700485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est entrée dans le système d'échange des quotas d'émissions (SEQE) le 01/01/2013. Elle est soumise à la réglementation SEQE au titre de la combustion de combustible dont la puissance calorifique totale est supérieure à 20MW.

L'activité exercée est celle du séchage du grain. Sa période de fonctionnement se déroule de septembre à novembre , soit environ une durée de 4 à 6 semaines.

L'exploitant a 5 installations soumises au SEQE dans le département 67. Contrairement aux déclarations d'émissions des années précédentes, l'année 2024 a été marquée par le respect de la date butoir de dépôt du 28/02 pour l'ensemble des installations.

Les déclarations à l'autorité compétente se base sur le plan de surveillance du 22/12/2023 et du plan méthodologique de surveillance du 19/12/2023.

Dans le cadre de la collecte de données 2024 des allocations de la seconde sous-période (2026-2030) de la phase IV du SEQE, l'installation est soumise à la conditionnalité de l'audit énergétique (article 8 directive 2012/27 UE) mais ne l'a pas réalisé. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré avoir entamé les démarches avec deux entreprises externes.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre d'une prochaine version de son PMS, l'exploitant devra décrire la méthodologie de détermination du poids total annuel du grain séché déclaré.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma de procédé	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d	Sans objet
2	Instruments de mesures	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 11	Sans objet
3	Apport de combustible	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 10	Sans objet
4	Lacunes dans les données	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 12	Sans objet
5	Registres	Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déclarations se fondent essentiellement sur des instruments de mesure qui sont correctement entretenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma de procédé

Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Diagramme des flux
Prescription contrôlée : Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance 1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan

<p>méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1. Informations générales concernant l'installation : (...)</p> <p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:- les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur;</p> <p>- toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels;</p> <p>- les points et dispositifs de mesure;</p> <p>- les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le diagramme fait apparaître le flux entrant de matière, l'apport de combustible , cinq unités techniques (séchoirs), les sources d'émission et les points de rejet, les ponts bascule et le compteur de gaz. A l'occasion d'une nouvelle version de son PMS, l'exploitant devra ajouter les humidimètres.</p> <p>Le diagramme désigne l'unique benchmark (BM) combustible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Instruments de mesures

Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Système de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
Constats :

<p>L'allocation du site est basée sur le calcul de plusieurs paramètres : l'apport de gaz, le tonnage total des céréales séchés (estimation taux d'humidité de 15%) de sortie de site et la consommation d'énergie.</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté que tous les instruments de mesure (compteur à turbine, instrument électronique de conversion des volumes, pont bascule, humidimètre) nécessaires à la déclaration des émissions et des niveaux d'activité ont suivi un contrôle périodique valide.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Apport de combustible

<p>Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, détermination des niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de combustibles sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a) ou b), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de combustibles, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII;</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa déclaration 2024, le niveau d'activité du BM combustible a diminué de 59,5% et l'efficacité énergétique s'est améliorée de 35,9 % par rapport à la période de référence (2014-2018). La donnée relative à l'amélioration de l'efficacité énergétique s'avère erronée dans la mesure où l'apport de combustible dépend en partie de l'humidité du flux de matière entrante. La diminution de l'apport de combustible est due certes à une baisse de la quantité de grains mais également à un taux d'humidité moins important du flux entrant. Actuellement le taux d'humidité du grain est d'environ 24 %. De plus, l'exploitant a confirmé ne pas avoir investis dans de nouvelles unités techniques moins énergivores.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Lacunes dans les données

<p>Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, procédure de surveillances des émissions et des niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il n'est temporairement pas possible, pour des raisons techniques, d'appliquer le plan méthodologique de surveillance approuvé par l'autorité compétente, l'exploitant applique une méthode basée sur d'autres sources de données énumérées dans le plan méthodologique de surveillance pour effectuer les contrôles de corroboration conformément à l'article 10, paragraphe 5, ou, si le plan méthodologique ne contient pas de tels éléments, une autre méthode fournissant le degré d'exactitude le plus élevé conformément aux sources de données génériques et à leur hiérarchie indiquées à la section 4 de l'annexe VII, ou une méthode d'estimation prudente, jusqu'à ce que les conditions permettant l'application du plan méthodologique de surveillance approuvé soient rétablies</p>

Constats :

Pour effectuer ses déclarations, l'exploitant se base sur les factures du fournisseur de gaz (compteur fournisseur). L'inspection n'a pas constaté sur site de sous-compteurs permettant de détecter une lacune dans la consommation de combustible.

Cependant, la courte période de fonctionnement (octobre à novembre), les données sur les quantités du flux entrant et sortant, sur le taux d'humidité du grain ainsi que les données des campagnes précédentes constituent des paramètres permettant de détecter une lacune dans la consommation de gaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registres

Référence réglementaire : Règlement 2019/331 du 19/12/2018, article 67

Thème(s) : Risques chroniques, procédures

Prescription contrôlée :

1. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef conserve une trace de toutes les données et informations utiles, y compris les informations énumérées à l'annexe IX, pendant au moins dix ans. Les données de surveillance consignées et archivées permettent la vérification de la déclaration d'émissions annuelle ou des données relatives aux tonnes-kilomètres conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2067. Les données déclarées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef et contenues dans un système électronique de déclaration et de gestion de données mis en place par l'autorité compétente sont considérées comme étant conservées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef s'il a accès à ces données.
2. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef veille à ce que les documents pertinents soient disponibles au moment et à l'endroit où ils sont nécessaires aux fins des activités de gestion du flux de données et des activités de contrôle

Constats :

De façon aléatoire, l'inspection a demandé une déclaration d'émission et son rapport de vérification sur une période de 10 ans. Les documents sont bien archivés.

L'exploitant a présenté un exemplaire de sa procédure de surveillance des émissions et des niveaux d'activité.

Cette dernière est perfectible. A titre d'exemple, l'exploitant peut ajouter dans le logigramme de décision la date de restitution des quotas ainsi que l'activité pour laquelle il est soumis à réglementation SEQE (seuil des 20MW ou Annexe I directive 2003-87 CE). De plus, la procédure mentionne la date butoir de dépôt du 31/01 /N+1 de la déclaration ALC préliminaire qui n'existe plus. Cette information devra être retirée.

Type de suites proposées : Sans suite